

Pouvoir s'opposer, Toujours proposer !

Comité Hygiène et Sécurité et des conditions de Travail

Le Comité hygiène et sécurité et condition de travail s'est tenu dans les locaux de l'immeuble Brassart le 14 avril 2014, Sous la présidence de M. SAISON, Directeur Départemental des Finances Publiques de notre département.

Étaient présents à cette réunion, outre les représentants de l'administration, les représentants du personnel Solidaires , FO DGFIP 62, CGT Finances Publiques, CFTC DGFIP 62 ; les Médecins de prévention, l'Assistant de prévention et Mme HEROUER secrétaire animatrice du CHSCT.

L'ordre du jour du CHSCT est le suivant

- 1) Approbation des procès-verbaux des réunions du CHSCT des 10/10/2013 et 23/01/2014
- 2) Note d'orientations ministérielles Santé Sécurité et Conditions de Travail 2014
- 3) Rédaction des procès verbaux du CHSCT
- 4) Bilan des actions de formation 2013
- 5) Crédits :
 - Bilan d'exécution 2013
 - Propositions d'utilisation des crédits 2014
- 6) Point sur les réunions du groupe de travail des 27/01/2014 et 13/03/2014
 - Registres Santé Sécurité et Conditions de travail
 - Rapports de l'Inspecteur Santé Sécurité au travail et des Médecins de prévention
 - Déclarations d'accidents de travail
 - Fiches de signalement
 - Information sur l'enquête réclamée par la Commission de réforme
- 7) DUERP et PAP de la DDFIP
 - Bilan et analyse 2013
 - Projet 2014
- 8) Travaux immobiliers en cours et projets à venir
- 9) Questions diverses

Approbation des procès verbaux

Les procès verbaux n'appelant de la part des O.S aucune remarque, ils ont été adoptés.

Note d'orientations ministérielles Santé Sécurité et Conditions de Travail 2014

La note fait référence au plan ministériel pluriannuel 2012/2014, et rappelle que l'évaluation et la prévention des risques professionnels incombe à l'employeur.

Cette note cible la nécessité de réaliser les actions nécessaires pour supprimer les défauts de conformité réglementaires.

Ce plan arrivant dans sa dernière phase, les objectifs proposés doivent maintenant à se réaliser.

Il s'agit donc d'évaluer et de prévenir les risques professionnels, de trouver les moyens d'accomplir l'ensemble des missions, d'articuler le CHSCT et les conditions de travail, et d'utiliser les crédits restants.

La CFTC DDFIP 62 est d'accord sur le principe mais les moyens ne suivent pas les paroles. Les conditions de travail de nombreux collègues restent encore déplorables.

Rédaction des procès verbaux du CHSCT

La direction a voulu nous proposer un allègement de la rédaction des Procès Verbaux : il s'agirait juste de reprendre les grandes lignes des débats, sans entrer plus dans le compte rendu des échanges qui se tiennent entre les membres du CHS-CT.

Les O.S ont décidé unanimement de ne pas aller dans ce sens. En effet tout ce qui est noté au P.V. est acté. Il est pour les O.S un outil de travail nécessaire.

La Direction ferait mieux d'alléger les ordres du jour, et de prévoir une quatrième réunion du comité dans l'année.

Bilan des action de formations 2013

| THEMES | Coût total (en euros) | Nbre d'agents convoqués | Nbre d'agents présents | Nbre d'agents absents | Taux Absentéisme | Coût du stage | | Coût Absentéisme |
|---|-----------------------|-------------------------|------------------------|-----------------------|------------------|--------------------|-----------------|------------------|
| | | | | | | par agent convoqué | par agent formé | |
| Sauveteur Secouriste du Travail | 4 600,00 | 43 | 35 | 8 | 18,60% | 106,98 | 131,43 | 855,81 |
| Recyclage Sauveteur Secouriste du Travail | 6 940,00 | 114 | 113 | 1 | 0,88% | 60,88 | 61,42 | 60,88 |
| Manipulation des extincteurs | 568,10 | 13 | 5 | 8 | 61,54% | 43,70 | 113,62 | 349,60 |
| Risque routier – Formation à la prévention routière | 200,00 | 17 | 11 | 6 | 35,29% | 11,76 | 18,18 | 70,59 |
| Risque routier – Formation Olivier | 2 691,00 | 7 | 5 | 2 | 28,57% | 384,43 | 538,20 | 768,86 |
| Risque routier – Formation Centaure | 5 148,78 | 7 | 7 | 0 | 0,00% | 735,54 | 735,54 | 0,00 |
| Habilitation électrique - Personnel électricien | 1 237,86 | 1 | 1 | 0 | 0,00% | 1 237,86 | 1 237,86 | 0,00 |
| Habilitation électrique - Personnel non électricien | 1 877,72 | 4 | 2 | 2 | 50,00% | 469,43 | 938,86 | 938,86 |
| Recyclage habilitation électrique - Personnel non électricien | 849,16 | 1 | 1 | 0 | 0,00% | 849,16 | 849,16 | 0,00 |
| Manutention, gestes et postures | 761,30 | 7 | 4 | 3 | 42,86% | 108,76 | 190,33 | 326,27 |
| Gestion des situations difficiles | 3 100,00 | 11 | 5 | 6 | 54,55% | 281,82 | 620,00 | 1 690,91 |
| TOTAL | 27 973,92 | 225 | 189 | 36 | 16,00% | 124,33 | 148,01 | 5 061,78 |

La part de budget allouée aux formations organisées par le CHSCT du Pas-de-Calais représente un peu plus de 12,5 % du budget global

La CFTC DDFIP 62 s'étonne de l'absentéisme important : 17 % du budget alloué à la formation, alors que les inscriptions aux formations se font sur la base du volontariat.

Les membres du Comité trouveraient intéressant de connaître les différents motifs d'absences afin d'améliorer l'offre de formation et d'essayer de s'adapter aux obligations des agents.

Crédits : bilan 2013, propositions 2014

BILAN D'EXECUTION DES CREDITS 2013*

| | | |
|---|---------|---------|
| Prévention des dangers liés à la structure du bâtiment | 66 386 | 29,74% |
| Prévention des dangers liés à l'environnement physique de travail | 8 682 | 3,89% |
| Insertion des personnes handicapées | 15 225 | 6,82% |
| Prévention des dangers liés aux machines et équipements | 337 | 0,15% |
| Prévention des dangers liés à l'organisation et aux conditions de travail | 114 240 | 51,17% |
| Prévention des dangers biologiques et chimiques | 8 780 | 3,93% |
| Autres | 6 059 | 2,71% |
| Fonctionnement du CHSCT | 3 533 | 1,58% |
| Total | 223 242 | 100,00% |

* en euros

Par exemple : Sur différents sites des revêtements de sols, des gardes corps, des vitres de protections au niveau des guichets, des rampes d'escaliers, etc... ont été changés pour garantir la sécurité immédiate des agents. On note également diverses formations de préventions telles que les risques routiers, ou le secourisme.

Malgré les efforts fournis CFTC DDFIP 62 souligne que beaucoup reste à faire.

Le montant du budget du CHSCT pour 2014 s'élève à 221 714 €. Il a été réparti selon les risques recensés dans le DUERP.

De nombreux travaux présentés à ce CHSCT se sont vu reportés à la prochaine réunion du mois de juin !

Le CHSCT a refusé de financer la mise aux normes du matériel d'extinction, car cette dépense relève du budget de la Direction. Les membres du Comité se sont étonnés du montant demandé pour la mise en conformité, qu'ils estiment trop important.

Point sur les réunions du groupe de travail des 27/01/2014 et 13/03/2014

L'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail, ainsi que les Médecins de Préventions ont effectués plusieurs visites de sites qui ont fait l'objet d'un rapport comportant plusieurs observations tels que : rappel de la réglementation en matière d'électricité, d'amiante, d'implantation de poste de travail, d'ambiance thermique, éclairage,

Un signalement a été fait à la Direction pour attirer l'attention sur les difficultés dans un petit poste (sous effectif, ...)

La CFTC DDFIP 62 tient à signaler que même l'ISST et les Médecins de Prévention ont tiré la sonnette d'alarme sur les sous effectifs qui menacent la santé et la sécurité au travail des agents.

Quand va donc s'arrêter le démantèlement de nos services ???!

Les agents sont arrivés au bout du bout : ils n'en peuvent plus !

Pour l'année 2013, on a enregistré 46 fiches de signalement contre 25 en 2012.

L'augmentation serait due, d'après la Direction, à la publicité faite sur ces fiches de signalements. CFTC DDFIP 62, plus réaliste, opérerait plus sérieusement sur un accroissement des incivilités et des agressions de contribuables de plus en plus nombreux en réception dans un contexte économique difficile.

Il y a eu 29 accidents de travail pour 2013 dont 2 RPS (risque psychosociaux) liés à des agressions dont des agents d'accueil ont été victimes.

Les registres Santé et Sécurité au Travail ont été examinés, certaines demandes feront l'objet, selon le cas, soit d'un financement par le CHSCT, soit d'une prise en charge sur le budget des Directions, selon les compétences de chacun. A noter que les demandes des Médecins de Prévention seront prises en charge sur le budget du CHSCT.

Un groupe de travail s'est réuni afin de définir les modalités d'une enquête réclamée par la Commission de Réforme suite à la demande de reconnaissance en maladie professionnelle d'un agent d'accueil.

DUERP et PAP de la DDFIP

Le DUERP est la vision synthétique des risques encourus par les agents et le PAP est le moyen d'y répondre.

Le DUERP recense 11 catégories de risques :

- les activités physiques 10,30%
- les risques chimiques : 0,7% (amiante)
- les risques biologiques et liés au manque d'hygiène : 4,2%
- les risques liés aux déplacements et aux chutes : 20%
- les risques d'incendie, d'explosion, et de panique : 1,5%
- les risques liés aux phénomènes physiques et aux bâtiments : 8,7%
- les risques liés aux équipements de travail : 11,7%
- les risques psychosociaux : 33 %
- les risques liés à l'intervention d'entreprises extérieures : 0,02%
- les risques particuliers : 9% concerne à 8,7% le risque d'agression
- les autres risques : 0,9% (demande d'un défibrillateur)

L'exécution des crédits se fait selon l'urgence des risques.

On constate que les chiffres des risques psychosociaux explosent : les agents redoutent de plus en plus les agressions.

Le PAP n'est pas la copie du DUERP : son financement ne provient pas exclusivement des crédits du CHS.

La CFTC DDFIP 62 déplore que les budgets ne sont pas en adéquation avec les besoins.

Syndicat National CFTC DDFIP, section du Pas de Calais
Gabriel Gaillard, Secrétaire Départemental, R F Boulogne sur Mer (E M R 62)
16 rue Victor Hugo, 62200 Boulogne sur Mer, 06 66 61 81 11
<http://062.cftc-tresor.fr>

CFTC : le syndicat constructif

- 5 -

Travaux immobiliers en cours et projets à venir

Travaux en cours :

Aménagements du niveau 0 du bâtiment Foch pour accueillir les Trésoreries d'Arras Municipale et Arras Banlieue. La Direction met en avant les économies réalisées par le regroupement de ces services dans un bâtiment domanial. A noter que le coût du déménagement est de 90 000 € alors que l'économie réalisable par la libération des bâtiments est estimé à 74 000 € pour un an !

La CFTC DDFIP 62 conteste cette décision car la Direction n'a pas pris en compte suffisamment les conditions de travail des agents : espaces d'accueil du public trop petit, bureaux mal agencés, sécurité des personnes non prise en compte correctement.

La Direction est tenue d'informer le Comité du CHS des travaux qu'elle a l'intention d'entreprendre en 2014.

Travaux prévisionnels :

- Étanchéité sur la façade Arras Diderot : 260 000 €
- Chéneaux au CFP Boulogne : 9 000 €
- Chauffage Boulogne : 166 000 €
- Ascenseur à Calais : coût indéterminé
- Diagnostique de l'immeuble de Rouvroy : 7 000 €
- Escalier de secours au CFP de St Pol : 3 000 €
- Sécurisation de l'immeuble Boulogne Municipal : 90 000 €
- Déclivité du sol à Hesdin : 18 000 €

Point sur les travaux de Bruay : accueil de l'ANGDM (Association Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs) : Nous sommes toujours dans l'attente de voir arriver ce nouveau locataire.....qui n'est toujours pas là ! On parle de travaux qui devrait commencer début juin pour finir en octobre ...2014 !

Questions diverses

Une politique de recrutement de travailleurs handicapés a été et est encore menée dans l'administration. Il faut que les locaux qui les accueillent soit mis en adéquation avec les conditions de vie de ces agents en particulier en cas d'incendie.

CFTC DDFIP 62 a demandé à la Direction de bien vouloir trouver des solutions à ce problème ?

Il n'y a pas eu de réponse de la part de la Direction !

Compte rendu de vos représentants CFTC DGFIP 62 au CHS-CT

Martine Hennequin

DDFIP Comptabilité

Yann Plouviez

SIP de Lillers

Clémentine Leuthreau-Cailleretz

PCE Arras

Syndicat National CFTC DGFIP, section du Pas de Calais
Gabriel Gaillard, Secrétaire Départemental, R F Boulogne sur Mer (E M R 62)
16 rue Victor Hugo, 62200 Boulogne sur Mer, 06 66 61 81 11
<http://062.cftc-tresor.fr>

CFTC : le syndicat constructif

- 6 -